

ETUDE DE CAS N°21 : Conservation de la faune sauvage en périphérie d'une aire protégée : la difficile intégration des dynamiques agropastorales aux pratiques des projets de conservation¹

Rédactrice : Aurélie Binot

Organisme porteur : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) – UPR AGIRs (22)

Contexte et problématique : la faible participation des populations à la gestion des aires protégées

Les aires protégées africaines et leur périphérie cumulent les fonctions de réservoirs de biodiversité et de pourvoyeurs de services écosystémiques. Aujourd'hui, la plupart des initiatives « environnementalistes » qui visent la protection de la biodiversité sauvage africaine affichent clairement l'objectif d'intégrer les communautés riveraines des aires protégées dans la gouvernance environnementale. Mais le bilan de ces démarches de gestion participative de la nature en Afrique est globalement assez négatif. De nombreuses études montrent plutôt que la participation des populations au projet de conservation reste souvent extrêmement passive et ne débouche pas sur un réel partenariat à long terme pour la gestion durable des ressources naturelles.

Nous présentons ici la démarche d'aménagement mise en œuvre par un projet européen (Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes soudano-sahéliens - CURESS, Union Européenne), en périphérie du parc national de Zakouma, dans le sud-est du Tchad. Cet exemple nous montre combien il est important et difficile de prendre en compte la complexité des dynamiques territoriales agropastorales et des questions foncières dans les démarches d'aménagement et de gestion durable des aires protégées. L'étude de cas illustre également le fait qu'une meilleure compréhension et prise en compte de ces dynamiques locales est nécessaire pour ouvrir la voie à une participation active et durable des riverains aux politiques de gestion des territoires protégés.

La périphérie du Parc national de Zakouma

Le Parc national de Zakouma (3 000 km²) est situé au sud-est du Tchad, au sein d'un complexe d'aires protégées et de domaines de chasse créés durant les années soixante. La périphérie du parc national de Zakouma se compose d'une mosaïque de modalités d'occupation du sol, souvent superposées dans l'espace et parfois aussi dans le temps pour ce qui est des usages pastoraux, agricoles, de cueillette et d'habitat de la faune sauvage.

¹ Cette étude de cas a été rédigée sur base d'un article proposé dans le cadre d'un numéro thématique du BAGF (Bulletin de l'Association des Géographes Français).



Plaine agropastorale, périphérie nord-est du parc de Zakouma (photo A. Binot 2004)

Parmi ces usages, l'agriculture du sorgho de décrue est actuellement en plein essor dans la région. Localement, le front agricole induit une augmentation considérable de la pression foncière. Des conflits pour l'accès à l'espace entre groupes autochtones et groupes de migrants arrivant dans la région pour la culture du sorgho risquent également d'émerger, ainsi qu'entre agriculteurs et éleveurs transhumants lorsque les champs empiètent sur les parcours du bétail.

Les interactions et les conflits entre les groupes de riverains² permanents (agriculteurs de sorgho de décrue) et saisonniers (transhumants) s'expriment le plus souvent à propos du partage du foncier³ et des ressources naturelles. Comme souvent dans le contexte de l'Afrique soudano-sahélienne, un ensemble de règles coutumières constitue un référentiel pour l'accès aux ressources naturelles et la gestion des questions foncières. Dans la périphérie de Zakouma, c'est au sein des réseaux sociaux et familiaux que se structurent les parcours d'élevage transhumant et l'allocation des parcelles agricoles, sous l'autorité des chefs de patrilignages et des chefs de village par délégation du chef de canton (ou sultan). Dans la majorité des cas, les négociations entre les riverains sont menées par la mise en place de « pactes sociaux » entre différents groupes familiaux, afin d'atténuer les éventuelles tensions entre acteurs sociaux. Ce processus contribue à façonner la représentation de l'espace agropastoral par les riverains, dans le cadre d'une perpétuelle renégociation des droits d'accès et d'usage des ressources entre les représentants des différentes fractions de patrilignages.

² Il s'agit de sociétés lignagères organisées d'un point de vue sociopolitique sur base des relations de parenté (lignages et fractions de patrilignages). Cependant, la famille patriarcale constitue un centre décisionnel très fort et le chef de famille jouit d'une grande autonomie dans les choix et stratégies qu'il adopte.

³ Dans cette perspective, le foncier intègre la question de la gestion des ressources naturelles. Les questions foncières se définissent comme « l'ensemble des concepts et règles applicables à la terre, à son usage, mais aussi aux produits qui y sont normalement rattachés ». Le foncier est le droit de la terre et le droit sur la terre.



Troupeaux transhumants et pêcheurs, mare de Gara (photo : Aurélie Binot 2005)

Stratégie de l'intervention : un projet d'aménagement conçu strictement à des fins de conservation

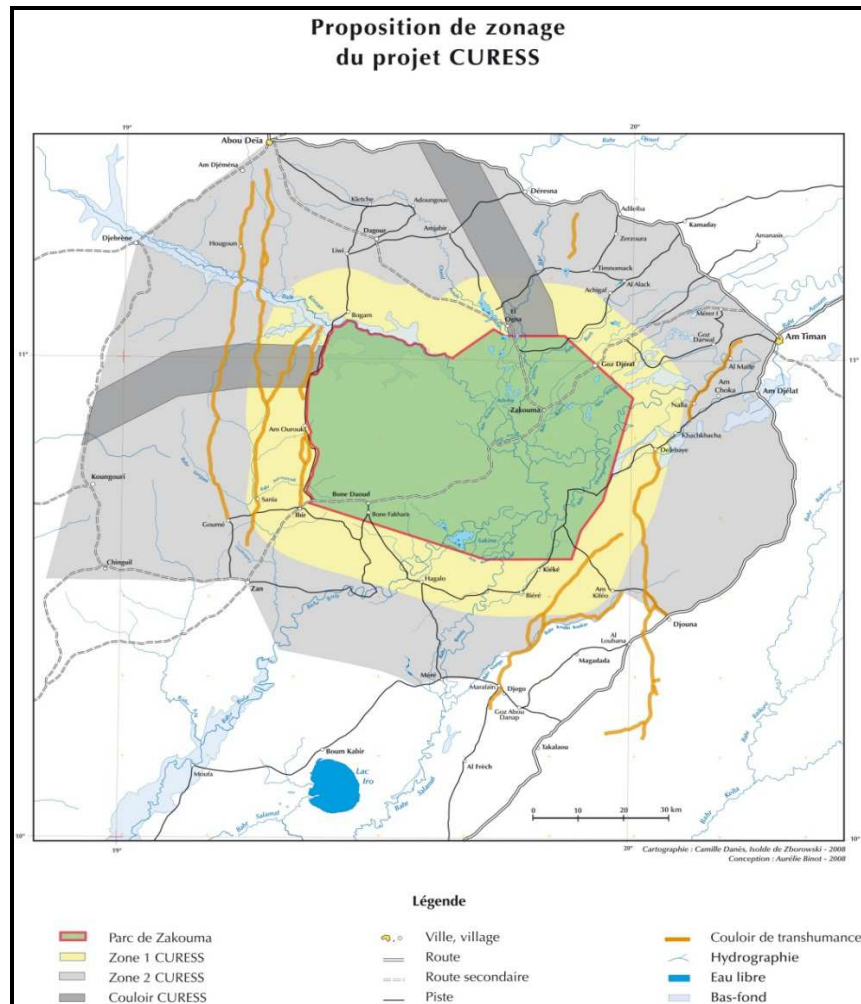
Le projet d'aménagement de l'aire protégée se justifie par le statut de « sanctuaire de faune » du parc de Zakouma, pour la préservation des populations animales sauvages des savanes d'Afrique centrale.



Eléphants du parc national de Zakouma (photo : Daniel Cornelis 2004)

C'est dans ce cadre que le projet CURESS a démarré en 2001 grâce à un financement de l'Union Européenne. Un « plan de gestion » du parc national de Zakouma et de sa périphérie a été conçu par le projet CURESS. Il identifie l'expansion de l'emprise agricole des cultures de sorgho de décrue sur les savanes naturelles de la périphérie du parc comme la principale menace pour la préservation de la faune. Les nombreux espaces de végétation naturelle qui forment encore un *continuum* de part et d'autre des limites de l'aire protégée permettent à la

faune de quitter le parc national de Zakouma pour effectuer des migrations saisonnières. Le projet CURESS s'est donné pour objectif de sécuriser ces déplacements. Le zonage associé au plan de gestion prévoit deux corridors écologiques (mise en défens de la végétation naturelle) à l'ouest et au nord du parc, ainsi qu'un contrôle croissant du développement économique par le projet, selon deux zones concentriques autour de l'aire protégée (avec deux zones périphériques d'intervention : la zone tampon et la zone de transition).

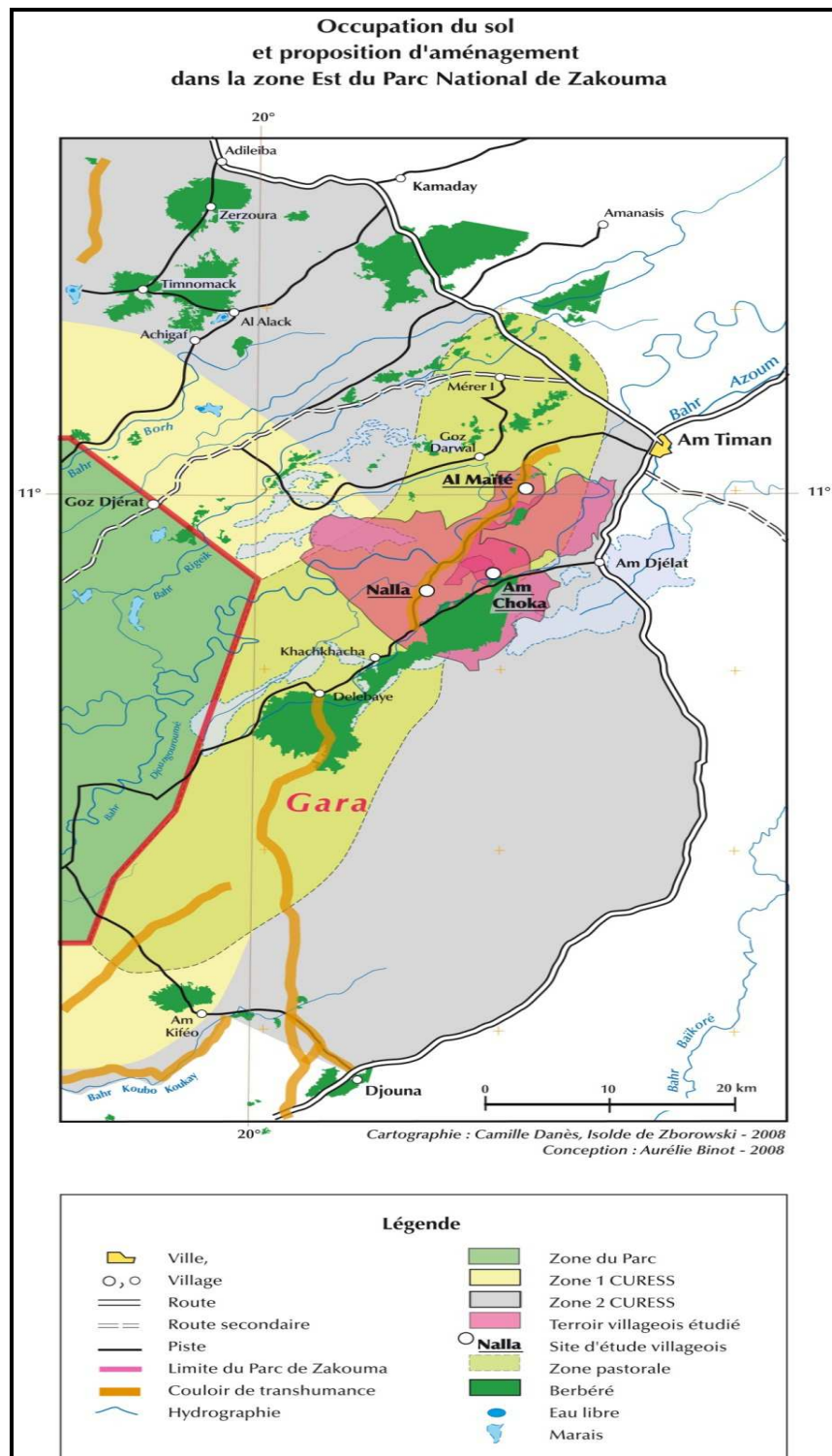


Résultats : un plan d'aménagement conçu selon une approche « top-down », déconnecté des dynamiques foncières locales

Le cas d'étude de Zakouma illustre particulièrement bien la difficulté à intégrer dans un dispositif de gestion des ressources naturelles la complexité des enjeux fonciers portés par la diversité des riverains d'une aire protégée. Les savanes à *Acacia seyal* de la périphérie nord du parc font, depuis plusieurs années, l'objet de permanentes renégociations locales, notamment pour assurer, plusieurs années à l'avance, l'accueil des migrants appartenant au groupe familial des riverains déjà installés dans la zone. Il en a résulté un marquage foncier « invisible » pour l'aménagiste, la zone de réserve foncière correspondant à de la végétation naturelle apparemment intacte étant en fait déjà socialement appropriée à travers la mise de place de divers marqueurs fonciers (jalons, arbres émondés, etc.).

Les savanes qui sont déboisées pour la culture du sorgho de décrue constituent aussi, potentiellement, des espaces pastoraux de prédilection, également propices aux activités de collecte et de pêche. Il s'agit d'espaces multifonctionnels pouvant englober plusieurs terroirs

agricoles villageois au sein desquels s'exercent des droits fonciers stricts. Les parcours pastoraux recouvrent donc des espaces de brousse aux limites fluctuantes, exploités pour diverses activités. Les transhumants, comme les riverains sédentarisés, jouissent d'un droit d'usage des ressources forestières dans ces espaces multifonctionnels supra-villageois.



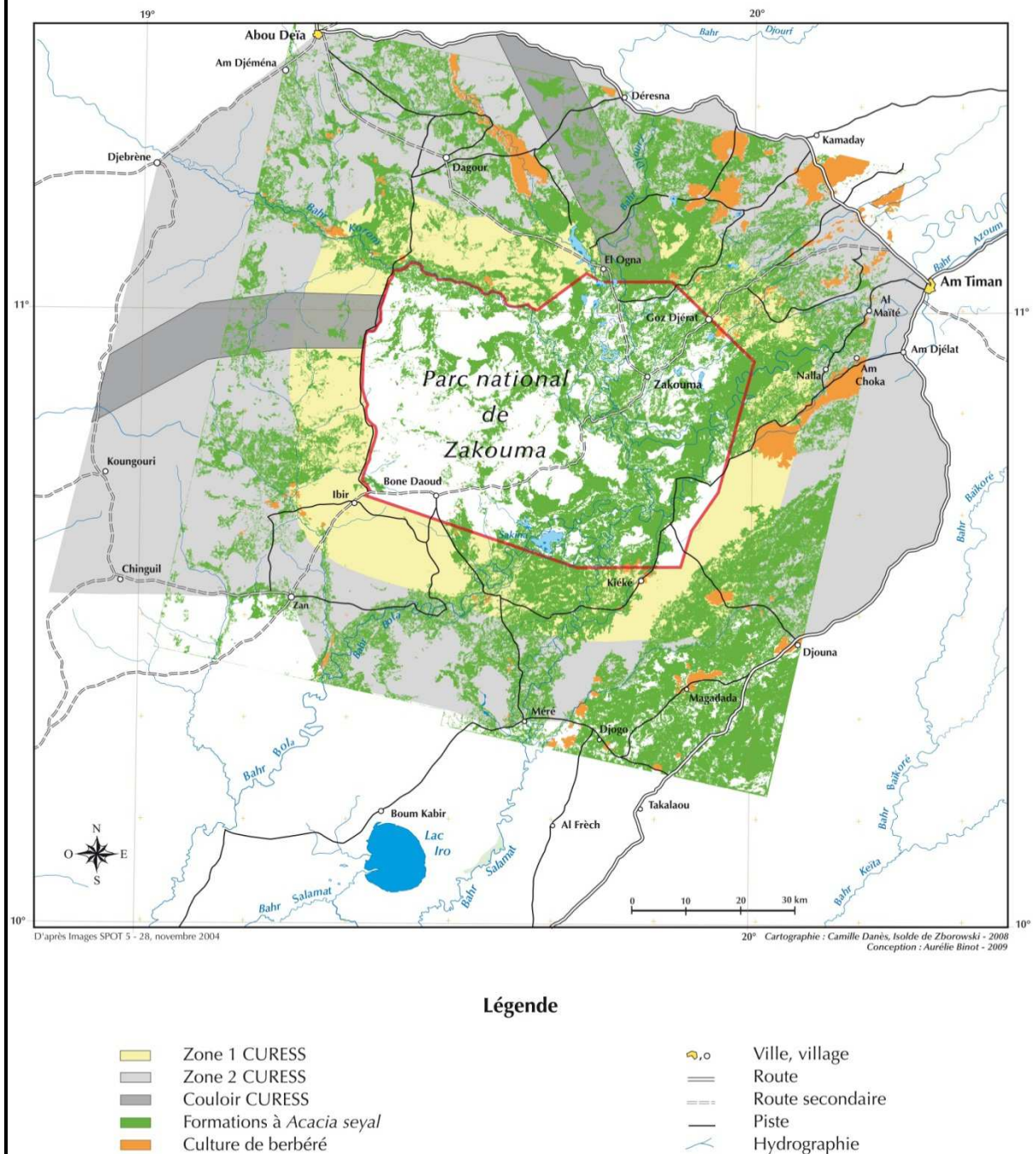
En revanche, l'emprise des terres villageoises constituant le terroir agricole à proprement parler regroupant les champs, la réserve foncière agricole, l'espace villageois et une zone multifonctionnelle de collecte et de champs de cases, est plus réduite, et bien que n'ayant pas

actuellement de portée juridique positive dans le cadre de la décentralisation, constitue un référentiel essentiel pour les pratiques locales.

Cependant, dans le plan de gestion proposé par le projet, une zone multifonctionnelle supra-villageoise, intégrant une réserve foncière agricole villageoise de la périphérie nord, est purement et simplement mise en défens en tant qu'espace de végétation naturelle, pour sécuriser le passage des grands mammifères sauvages.

La négociation avec les riverains pour l'acceptation de ce zonage n'est pas reprise dans le plan de gestion sous la forme d'une activité à planifier en amont de la validation du zonage. Un atelier de validation avec des représentants locaux des chefs coutumiers a simplement été planifié *a posteriori* de la décision de mise en défens par le projet. Le projet n'a pas prévu de temps spécifique de communication et d'interaction avec les riverains, préalable à la mise en défens d'un espace qui fait l'objet de tant de convoitises parmi les riverains sédentaires et les éleveurs transhumants engagés dans un processus de sédentarisation partielle dans la zone, pour la mise en culture du sorgho de décrue. Sans négociation préalable à la délimitation des couloirs, il nous paraît difficile d'intégrer les populations locales dans cette importante phase de l'aménagement du territoire : la délimitation des espaces alloués à la conservation de la faune au sein des terroirs villageois et de parcours de transhumance.

Formations à *Acacia seyal* dominant dans le Parc de Zakouma et sa périphérie



Impacts des interventions du projet sur les dynamiques foncières des riverains sédentaires et des éleveurs transhumants

Les dynamiques agricoles et pastorales sont indissociables dans le contexte de Zakouma, bien qu'agriculture et élevage répondent à deux logiques bien différentes en termes de droits d'accès. L'agriculture est inscrite dans le terroir villageois, espace évolutif qui répond à des règles d'appropriation foncière strictes visant à réguler les éventuels litiges liés à la production agricole. L'élevage en revanche s'organise à l'échelle de parcours pastoraux qui se

superposent aux espaces multifonctionnels supra-villageois. Tout cela dans le cadre d'un arsenal de règles coutumières relevant des relations de parentés et des pactes sociaux.

Le dispositif d'aménagement du projet s'inscrit quant à lui dans une logique d'exploitation sédentaire avec des aires périphériques aux limites spatiotemporelles fixes, incompatible avec la sécurisation des droits fonciers pastoraux. En effet, les réseaux sociaux et familiaux (pactes sociaux et liens de parenté à l'intérieur des patrilignages) sont déterminants pour la mobilité des éleveurs à la recherche de ressources hydriques et de fourrage au sein des terroirs agricoles. Globalement, l'accès aux ressources pastorales repose sur les capacités des riverains saisonniers que sont les transhumants à s'adapter pour sécuriser leur parcours dans le cadre d'une perpétuelle négociation avec les sédentaires et avec les autres groupes transhumants. Le plan de gestion ne prévoit pourtant aucune activité pour assurer ces temps de négociation qui seraient nécessaires à l'intégration des transhumants dans la dynamique d'aménagement et à la prise en considération des questions liées aux droits fonciers pastoraux.

La prise en considération des limites des terroirs agricoles et des aires multifonctionnelles attenantes pourraient constituer une opportunité de co-construction territoriale et de négociation des usages, entre les riverains (sédentaires et transhumants) et les agents du projet. Cependant, le zonage proposé dans le plan de gestion, avec deux aires périphériques concentriques homogènes, ne tient pas compte des représentations locales de délimitation de l'espace. L'appropriation des zones tampons et des corridors écologiques proposés par le plan de gestion mis en place par le projet, sans ancrage dans la réalité territoriale des riverains, risque donc de poser problème.

Dans le plan de gestion, les territoires riverains du parc national de Zakouma sont représentés comme faisant partie intégrale d'un espace découpé en deux cercles concentriques autour du PNZ, dont la vocation et les usages sont exclusivement orientés en fonction de l'existence de l'aire protégée et du risque de fragmentation de l'habitat naturel de la grande faune. Les dynamiques territoriales locales quant à elles sont organisées autour de terroirs villageois aux limites mouvantes en fonction de l'évolution des stratégies agricoles, qui intègrent des réserves foncières à moyen et long terme et s'imbriquent dans des espaces multifonctionnels plus vastes.

Le défaut d'analyse du contexte local au niveau du plan d'aménagement touche essentiellement la politique agricole et les modalités de gestion foncière en cours dans la périphérie. Les concepteurs du plan de gestion se trouvaient, au moment de la rédaction de la version de 2007, dans l'incapacité de localiser avec certitude les zones réelles d'enjeux fonciers, actuels et futurs, pourtant capitales en termes d'aménagement du territoire.

Limites de l'expérience : l'indispensable prise en compte de la complexité territoriale pour la durabilité des schémas de gouvernance

Le modèle local d'appropriation foncière à Zakouma s'avère difficilement compatible avec la logique d'aménagement du projet de conservation. Seul un processus de négociation continue impliquant les divers acteurs locaux permettrait, sinon d'identifier une alternative aux options d'aménagement, tout au moins de faire comprendre aux riverains les modalités du zonage. Par exemple, les groupes de riverains sédentaires et transhumants n'ont pas été définis en tant qu'unités fonctionnelles de gestion locale. La prise en compte des interactions entre acteurs dans les dynamiques foncières locales permettrait, dans ce contexte agropastoral africain, de circonscrire des unités de gestion foncière. Cela pourrait favoriser la construction de catégories d'acteurs opérationnelles pour l'aménagement de l'espace protégé, ce qui fait actuellement défaut. Une telle démarche offrirait une réelle opportunité, pour les riverains

d'une aire protégée, de s'intégrer dans le schéma de gouvernance du territoire protégé sur le moyen ou le long terme.

Il est vrai que dans la pratique, les questions foncières liées aux droits d'usage s'avèrent extrêmement complexes à identifier et à gérer dans le contexte des zones agropastorales africaines : enchevêtrement du droit coutumier et du droit positif, enchâssement des questions foncières dans les structures de la parenté, etc. Ces difficultés pratiques restent pourtant largement sous-estimées. Les termes de référence des actions de conservation soulignent peu l'ampleur de la tâche et le défi que cela représente dans le cadre d'un projet de 3 ou 4 ans...

L'approche développée par le projet de conservation CURESS s'est révélée peu adaptée à la prise en considération des dynamiques territoriales complexes des espaces agropastoraux périphériques au parc national de Zakouma. Ce défaut d'interaction et de communication entre les riverains et le projet risque globalement d'avoir un impact négatif sur la durabilité de la gouvernance environnementale de l'espace protégé.